

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 et 2 : L'édito / **p.2 : Notes de lecture** (« Comment résister à la démolition du Code du travail ? », Gérard Filoche & Richard Abauzit) / **p.3 et 4 : Place au débat** (Vote de confiance) / **p.5 et 6 : Actualité sociale** (Appel de la Convergence de Défense et de Développement des Services Publics) / **p.8 : Préprogramme des 11èmes Vendémiaires de Résistance Sociale**

L'ÉDITO

En ce début d'automne, comment ne pas revenir sur cette séquence extraordinaire de la fin du mois d'août, qui a vu la démission du premier gouvernement Valls, l'expulsion sans ménagement d'un ministre coupable d'avoir osé exprimer publiquement ses doutes sur la politique économique suivie, alors que le chômage continue sa hausse tout comme les déficits publics, puis la démission forcée d'un autre ministre, à peine nommé, pour cause d'ennuis avec les impôts, suivie par une manifestation symbolique des députés « frondeurs » au sein même de l'université d'été du Parti Socialiste à la Rochelle ?

Cette rentrée a aussi été marquée par deux faits, non sans rapport l'un avec l'autre : la fête de l'Humanité et le vote de confiance demandé par le gouvernement Valls 2.

Concernant le vote, la sanction est donc tombée : Valls n'a obtenu qu'une majorité relative de 269 voix sur 513 députés. 28 députés socialistes et 3 apparentés (MRC) se sont abstenus, ainsi que 17 des 18 députés écologistes, la dernière votant contre, de même que les députés Front de gauche.

De ce vote, il faut tirer la conclusion, non pas que le gouvernement Valls est minoritaire à l'Assemblée nationale mais qu'il est possible de mener une

autre politique, qui, avec le soutien de députés roses-rouges-verts, obtiendrait une majorité devant les représentants du peuple.

Cette autre politique n'est bien sûr pas celle que Monsieur Valls veut mener en allant se faire applaudir à l'université du MEDEF (ou devant les patrons allemands). Pas étonnant d'avoir droit à une standing ovation du patronat lorsqu'on propose une « légitime révision des seuils sociaux », la « simplification » du code du travail et l'assouplissement des règles sur le travail la nuit ou le dimanche. Souhaiter la réussite du « pacte de responsabilité » c'est se réjouir des 40 milliards de baisse, en quatre ans, des prélèvements touchant les entreprises. Et le Premier ministre l'a fait, occultant en même temps les conséquences sur la sécurité sociale et le budget de la Nation. Si, Monsieur Valls, réduire le « coût » du travail et la fiscalité des entreprises, c'est faire un cadeau – énorme et sans contrepartie – au Patronat. Non, Monsieur Valls, une mesure favorable au MEDEF n'est pas une mesure favorable au pays tout entier, comme vous le dites et faites semblant de le croire. C'est un choix politique, celui de mener une politique libérale au dépend des salariés. Celui de mener une politique opposée à celle pour laquelle le Président a été élu.

Ajoutés au discours de Manuel Valls, l'annonce du gel des petites retraites et la promesse de revoir les 35 h ont formé la goutte d'eau qui a fait déborder le vase pour nombre de députés socialistes ne se reconnaissant plus dans la politique économique et sociale de François Hollande.

La Fête de l'Humanité, où les animateurs de Réso étaient présents, a, bien sûr, comme de coutume, été un véritable lieu d'échange et de libre parole. Mais surtout, dans ce contexte, le rassemblement populaire de rentrée a été une formidable caisse de résonance pour le ras-le-bol que manifeste le peuple de ce pays face à une politique qu'il avait rejetée en 2012 et qui est aujourd'hui conduite par ceux-là même qu'il avait chargé de contrer. Enfin, on ne demandait plus compte aux « Frondeurs » – qui se présentent comme fiers d'être vraiment socialistes – des décisions qu'ils rejettent mais on s'interrogeait sur la manière d'avancer ensemble vers une autre politique.

Pour Résistance Sociale, la résistance au libéralisme, même scandaleusement peinte en rose, et la mise en œuvre d'une alternative favorable aux salariés

ne pourra se faire qu'à travers la construction d'une nouvelle unité populaire. Une unité qui soit assise sur un projet commun fort : hausses salariales, maintien d'une protection sociale efficace, reconquête du droit du travail, arrêt des délocalisations pour vivre et travailler au pays, relance économique, réforme fiscale, ... en sont quelques axes.

Il y a, certes, une majorité parlementaire pour la porter. Les députés seront-ils capables de concrétiser cette volonté, expressément rejetée par François Hollande lors de sa dernière conférence de presse ?

Au-delà, le passé récent a démontré que rien n'est durablement possible sans l'implication du mouvement social dans la conception, la déclinaison, la mise en place et le suivi d'un projet répondant aux intérêts et aux besoins de notre peuple.

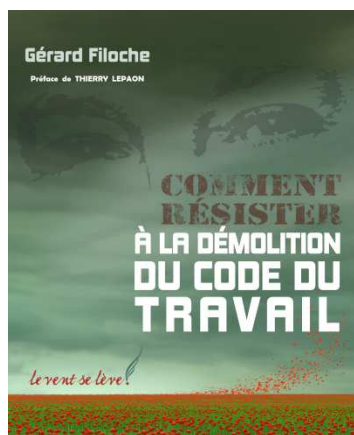
Ce défi est là. Ce sera le thème de nos 11èmes Vendémiaires que nous organiserons en deux actes, d'abord le 13 décembre à Lille, puis le 7 février 2015 à Paris.

Marinette BACHE

NOTES DE LECTURE

« Comment résister à la démolition du Code du travail ? »

Gérard Filoche, en collaboration avec Richard Abauzit – Préface de Thierry Le Paon



Avec sa verve habituelle Gérard Filoche revient dans cet ouvrage paru aux Editions Le Vent se Lève, collection Ô Rages ! (116p 10 euros), sur les dernières attaques contre le Code du travail et fait en même temps un premier bilan de l'Accord National Interprofessionnel (ANI) signé en 2012 et retranscrit dans la loi en 2013.

Un bilan qui montre combien les pronostics optimistes se sont révélés faux, d'autant que les quelques mesures positives ne se sont pour la plupart toujours pas traduites dans les faits.

PLACE AU DÉBAT

« Confiance », Pacte de responsabilité, vraies-fausses provocations du MEDEF

Par Jean-Claude CHAILLEY

Le vote de la « confiance » n'implique pas le vote des coupes budgétaires du Pacte de responsabilité (21 Mds€ pour 2015 !).

Le 16 septembre, l'Assemblée nationale a voté - grâce aux abstentions - la « confiance » à Manuel Valls. Le but est de donner l'impression que le Pacte de responsabilité et ses coupes budgétaires sur l'Etat, les collectivités territoriales, la Sécurité sociale ... est adopté, qu'on n'y peut plus rien.

C'est faux. Le vote de la loi de finance 2015, du PLFSS 2015, de nombre de contre réformes est à venir.

Il faut se rassembler contre la coupe de 50 Mds€, et, au-delà, pour changer de cap.

Les grandes manœuvres Hollande-Valls-Gattaz :

Fin août : Manuel Valls, à l'Université d'été du MEDEF, clame son amour, non pas des « entreprises », mais des actionnaires. C'est bien ce qu'ont compris les patrons. Peut-on penser qu'ils l'auraient applaudi debout, s'il avait parlé contrats précaires, licenciements, augmentation du SMIC, nocivité des 220 Mds€ d'aides aux entreprises ?

Pour Najat Vallaud-Belkacem, donner 41 Mds€ de plus aux entreprises, c'est de la « **solidarité nationale** » ! (BFM 17/09).

Comment peut-on augmenter les aides de 2 points de PIB, pour un total de 11 points et prétendre lutter contre les déficits et la dette ?

10 septembre : Michel Sapin avoue que sa politique va dans le mur.

Michel Sapin déclare qu'en raison de la « *dégradation du contexte économique* », les prévisions budgétaires de juillet sont déjà explosées. Quant à « *l'inversion de la courbe du chômage* », elle est oubliée depuis longtemps.

Pour ceux qui en auraient douté, il est établi que poursuivre et aggraver la politique de Nicolas Sarkozy va dans le mur sur le plan économique, social, électoral, voire menace la cohésion sociale.

Une fois de plus, la France - comme la plupart des Etats- malgré ses « *efforts* », son « *sérieux budgétaire* », ne tient pas ses « *engagements européens* », preuve que cette politique doit être remise en cause.

Pourtant, le gouvernement entend amplifier cette politique. Par le vote de la « confiance », il veut transformer les députés socialistes en « godillots ».

Bruno le Roux, « patron » des députés PS, admoneste les « frondeurs » avec suffisance. Il leur demande de se « *hisser à la hauteur des enjeux* » par le vote de la confiance à Valls 2. Sa contribution se borne comme d'habitude à répéter toutes les deux phrases « *qu'il faut soutenir le gouvernement* ».

Sur BFM : « **Il n'y a plus que le MEDEF qui soutient Hollande** ».

Effectivement, il vient en aide au gouvernement... et surtout à lui-même.

La double manœuvre du MEDEF

1) Aider Manuel Valls à faire voter le Pacte de responsabilité, ses 41 Mds d'aides aux entreprises, ses 50 Mds de coupes budgétaires, qui impliquent des privatisations, tout lui permettant de dire que « ce n'est pas de l'austérité »

15 septembre A la veille du vote de confiance, le MEDEF provoque délibérément : SMIC, 35 heures, seuils sociaux, travail du dimanche, Code du travail, suppression de jours fériés, ... il en rajoute tant qu'il peut. Les syndicats, même les mieux disposés, protestent, la gauche aussi, des ministres, Manuel Valls... « On » serait donc tous d'accord avec Manuel Valls face aux outrances du patronat et de la droite qui joue le même jeu ?

15 septembre : François Hollande n'est pas dupe. Entre deux vraies-fausse provocations de Pierre Gattaz, il apporte de nouvelles preuves d'amour aux Assises du financement et de l'investissement : François Hollande propose que les fonds des retraites complémentaires, de l'épargne salariale ... soient utilisés pour financer les PME, lorsque les banques jugent les projets trop risqués.

16 septembre, jour du vote de la confiance. Pierre Gattaz multiplie les provocations. Il reprend Denis Kessler et Louis Gallois : « Notre modèle social a vécu... ».

Sur Télématin : Jean-Christophe Cambadélis saute sur la perche qui lui est tendue : il affiche une fausse fermeté vis-à-vis du MEDEF et de la droite, pour tenter d'accréditer l'idée que le PS a une position moyenne « réaliste ».

Il tente de faire céder un maximum de députés « frondeurs » ou tentés de le devenir, de semer la confusion chez les militants et électeurs socialistes.

Les habiletés de M Valls à la tribune de l'Assemblée nationale :

Manuel Valls, emphatique : « réformer, ce n'est pas réduire le SMIC, ce n'est pas remettre en cause les 35 heures, le CDI ... ». Contre-vérités : ce que demandent le MEDEF, la Commission européenne, cherchant à éviter des mouvements sociaux de grande ampleur, c'est de multiplier les **dérogations**, et cela il ne l'a pas exclu ! Manuel Valls clame « qu'il n'y a pas d'austérité ». Pour lui, 50 Mds de coupes à venir, ce n'est pas non plus de l'austérité !

Cette politique est massivement rejetée par les couches populaires. Le vote de « confiance » est en réalité un vote de défiance.

La cote de popularité de François Hollande tombe à 13 %. Profond malaise dans le PS, et pas seulement chez les « frondeurs ». 25 000 militants ont quitté le PS, quant aux électeurs de gauche ... La « confiance » n'est votée que grâce à des abstentions de gauche ayant valeur de vote contre sa politique. Certes, le gouvernement n'est pas tombé, mais en réalité **la défiance l'a emporté**.

2) Les « outrances » du MEDEF, comme toute la politique Hollande – Valls, visent à imposer les « recommandations européennes »



Le MEDEF, comme Emmanuel Macron, François Rebsamen, François Hollande - Manuel Valls ... ne font que tenter d'imposer les « recommandations » de la Commission européenne.

Manuel Valls, répondant à André Chassaigne, a osé nier. Il aurait été plus conforme à la vérité de dire qu'il les approuve, qu'il a contribué à les faire adopter, comme toute la législation européenne austéritaire dont elles découlent. Cf. entre autres COM(2014) 411, 2 juin 2014, euro groupe (12 septembre)...

Pour sa part, Christine Lagarde, citant l'Espagne en exemple, insiste « *il n'y a pas d'austérité excessive dans la zone euro* ». Cette politique ouvre un boulevard au Front national.

Il est urgent de se rassembler contre l'austérité, les coupes budgétaires du Pacte de responsabilité, les contre-réformes (loi de santé, réforme territoriale, Code du travail, ...), et pour un changement de cap !

ACTUALITÉ SOCIALE

Vous trouverez ci-dessous un appel de la Convergence de Défense et de Développement des Services Publics qui rassemble sur le plan national un nombre important d'organisations politiques, syndicales et associatives dont Résistance Sociale. Plus que jamais les services publics qu'ils soient nationaux ou locaux sont menacés aussi bien dans leurs missions, que dans leur financement et parfois dans leur existence même. Or ce sont les services publics qui permettent de donner corps à l'égalité entre les citoyens comme entre les territoires. Leur défense et leur développement vers d'autres secteurs d'activité sont donc primordiaux.

Le CA de Réso



Convergence Nationale

des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

APPEL POUR DES ASSISES DE DÉFENSE, DE DÉVELOPPEMENT ET DE DÉMOCRATISATION DES SERVICES PUBLICS

Les services publics, sont dénigrés: ils coûteraient cher, seraient inefficaces, les agents seraient trop nombreux et privilégiés...

Cette propagande n'a qu'un but : faciliter, malgré les contestations, l'entrée de ces secteurs dans la sphère marchande au seul profit des milieux financiers via les législations nationales, les directives européennes et les accords internationaux (en cours : quatrième paquet ferroviaire, traité transatlantique, Accord sur le Commerce des Services ...).

Pourtant les privatisations, les démantèlements, la gestion « rentable » ont fait la preuve de leur inefficacité : augmentation et illisibilité des tarifs (SNCF, téléphonie...), baisse de la qualité des services (Poste, Pôle emploi...) jusqu'à celle tragique de la sécurité (hôpitaux, transports...), gabegie financière (Partenariats Publics-Privé, braderie de notre patrimoine, externalisation ...).

Pourtant dans une société fragilisée par la crise mais en mutation rapide, les besoins en services publics sont plus importants.

A tous les âges et dans tous les domaines de la vie, le besoin du collectif, de la solidarité grandit.

Pourtant les services publics et la protection sociale solidaire ont joué un rôle d'amortisseurs de la crise en 2008.

Et pour cause ! Les services publics, vecteurs d'égalité, sont fondamentaux pour :

- l'accès effectif aux droits, la mise en œuvre des solidarités, la mise en commun et la répartition des richesses,
- toute politique voulant faire prévaloir l'intérêt général aux intérêts particuliers, l'égalité des femmes et des hommes, l'Humain à la finance ;
- l'aménagement du territoire et la transition écologique.

Les services publics sont donc indispensables à toute alternative à l'austérité. Ils sont créateurs de richesse. Locaux ou nationaux, ils ne doivent pas devenir les variables d'ajustement de la recherche de profit comme l'induisent les réformes successives dont la réforme territoriale.

**Aussi, nous, citoyen-ne-s, élu-e-s, salarié-e-s, usagers-ères,
Organisations syndicales, associatives et politiques, collectifs et coordinations,**

- **Appelons et nous engageons à faire converger nos exigences et nos luttes pour la défense, le développement et la démocratisation des services publics,**
- **Appelons et nous engageons à constituer des collectifs locaux à les dynamiser et les développer, pour débattre et lutter afin de faire vivre nos services publics dans nos territoires.**

Organisations, collectifs et coordinations parties prenantes des assises :

FSU, Union Syndicale Solidaires, UGFF-CGT, CGT Services Publics, FNME-CGT, Fédération CGT Equipement-Environnement, Sud PTT, Sud Rail, Sud-Santé Sociaux, Sud-Santé Solidaires APHP, Coordination Nationale des Comités de défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, Convergence nationale Rail (CNR), Collectif « La santé n'est pas une marchandise », Coordination Eau IDF, Association d'usagers pour la Défense du Service Public (ADSP) au pays de Luçon, ADSP et de leurs usagers - Hautes-Alpes, Collectif des résistances en Comminges, Collectif nantais pour le droit à la santé et à la protection sociale pour toutes et tous, Collectif de défense et de développement des services publics (CDDSP) de l'Ardèche, CDDSP Creuse, CDDSP Hautes Pyrénées, Convergence Indre-et-Loire, Vivent les services publics Bouches-du-Rhône (VSP 13), Appel des Appels, ATTAC, AITEC, CNAFAL, Droit au Logement (DAL), Fondation Copernic, Résistance Sociale (RESO), UFAL, Union nationale des retraités et des personnes âgées (UNRPA), ANECR, Cap à Gauche en Corrèze, Démocratie et Socialisme, Gauche Avenir, Maintenant la Gauche, Ensemble!, EELV, Gauche Unitaire (GU), Jeunes Ecologistes, NPA, Parti de Gauche (PG), PCF, République et Socialisme (R&S)...



Le rassemblement de Guéret, en mars 2005

Ci-dessous la proposition de feuille de route que la Convergence soumet au débat des collectifs, coordinations et organisations :

L'apport de collectifs locaux qui luttent et débattent pour faire vivre les services public dans les territoires est indispensable.

*Ensemble nous montrerons que **le service public est une idée bien plus moderne que la recherche de profit financier.** La conférence-débat de la Convergence du 16 mai 2014 a décidé de **la tenue d'assises pour les services publics, couplées à une manifestation nationale, qui aura lieu en juin 2015 à Guéret et a ciblé comme axes de réflexion :***

- *les évolutions induites par les politiques d'austérité et leurs conséquences sur les niveaux et les modes de gestion, ainsi que sur la vie quotidienne des uns et des autres ;*
- *le rôle de l'Etat, en articulation avec celui des collectivités territoriales et de l'Europe ;*
- *le financement des services publics (réforme fiscale, péréquations...) ;*
- *les nouvelles formes de démocratie à trouver et mettre en place ;*
- *la nécessité de mener une bataille idéologique (arguments sur l'efficacité du service public, déconstruction de ceux sur le déficit public et le coût des services et des emplois publics), de*

communication (discours parlant à une nouvelle génération n'ayant pas connus les « vrais » services publics de réseaux, faire mieux connaître les réussites et les luttes et enjeux en cours, information sur les différents traités...);

- l'impulsion de nouvelles formes d'action, les modalités de leur convergence, y compris au niveau européen.

Nous proposons donc de **mettre en perspective la rédaction d'un nouveau Manifeste pour les services publics du XXIème siècle**. Nous ne partons pas de rien : notre manifeste du 10 juin 2007 pour les services publics pourrait servir de base à ce travail. Il est nécessaire de tenir compte de l'impact des politiques d'austérité, et d'aller plus loin et **plus concrètement dans l'élaboration de propositions alternatives** visant à **mettre les finances au service de la satisfaction des besoins de toutes et tous et d'une nouvelle logique de développement**.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

• **ESPAGNE** : Le 1er ministre espagnol a annoncé le retrait de son projet de loi sur l'avortement. Ce texte prévoyait l'interdiction de l'avortement au-delà de 22 semaines de gestation, et, dans tous les cas, imposait un motif jugé « sérieux » (viol, anomalie « incompatible avec la vie », « grave danger pour la santé physique et psychologique de la mère »...).

Une importante mobilisation des femmes espagnoles, de la société espagnole dans son ensemble et une forte solidarité internationale ont fait reculer ce gouvernement réactionnaire, soutenu seulement par la droite catholique et qui se prend des revers électoraux. *Résistance Sociale* salue cette importante victoire pour le libre droit des femmes à disposer de leur corps.

• **BRESIL** : Des élections générales se tiendront le 5 octobre (1er tour de l'élection présidentielle, élection des gouverneurs d'Etats, élections législatives) et le 2 novembre (2nd tour de l'élection présidentielle). A l'occasion de cette période électorale intense marquée par le décès brutal du candidat du Parti socialiste brésilien (centre-gauche libéral) Eduardo Campos et son remplacement par l'ancienne ministre écologiste et évangéliste Marina Silva (actuellement donnée possible vainqueur au second tour face à Dilma Rousseff par certains sondages et dont le programme d'inspiration nettement libérale est connu : indépendance de la Banque centrale, réduction de l'investissement du pays dans le secteur énergétique (notamment dans les gisements de pétrole « présal »), désinvestissement du Mercosur (celui-ci étant peu à peu condamné à être remplacé par des accords bilatéraux), le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST) formule cinq revendications majeures destinées à l'ensemble des candidats et des partis politiques brésiliens. L'une d'entre elles concerne la demande d'élection d'une

assemblée constituante visant à refonder intégralement un système politique national financé à 90 % par le secteur privé et dans lequel les femmes, les jeunes, les noirs où les indiens ne sont quasiment pas représentés, tandis que 70 % des députés et des sénateurs du pays sont directement liés aux entreprises et aux grands propriétaires terriens (« fazendeiros »). Cette revendication s'inscrit dans le cadre de l'organisation d'une campagne lancée par une coordination nationale regroupant plus de 400 organisations et mouvements sociaux du pays-continent.

• **ARGENTINE** : Cristina Kirchner, la présidente argentine, a dénoncé à la tribune de l'ONU le "harcèlement" des fonds "vautours" dans le litige sur sa dette et accusé le système judiciaire américain de "complicité". Le processus de désendettement du pays, conclu avec 93% des créanciers après la faillite de 2001, chancelle depuis que la justice américaine a ordonné à Buenos Aires de verser 100% de la valeur initiale des bons à des fonds "vautours" minoritaires. Le paiement des créanciers du pays a même été bloqué tant que ce jugement n'est pas exécuté par Buenos Aires, contraignant le pays à se déclarer en défaut de paiement partiel fin juillet. Les fonds vautours ont eu gain de cause en profitant de la "complicité du système judiciaire américain", dont la compétence provient du fait que les bons avaient été émis à New York. Cristina Kirchner a salué l'adoption récente par l'assemblée générale de l'ONU d'un texte visant à protéger les restructurations de dette souveraine, malgré l'abstention ou l'opposition de plusieurs pays développés (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne...)

PRÉPROGRAMME DES 11èmes VENDÉMIARES

Compte tenu de l'importance des sujets qui seront traités et de notre volonté de faire intervenir un maximum d'invités politiques, syndicaux et associatifs, nos 11èmes Vendémiaires se dérouleront cette fois sur deux jours en province et à Paris pour faciliter la participation du plus grand nombre.

→ Acte I : samedi 13 décembre à LILLE

(Mairie de quartier de Fives – 127 ter rue Pierre-Légrand – Métro Fives – Ligne CHR/4 Cantons – 2 stations depuis la gare SNCF Lille Flandres)

« Créer les conditions d'une véritable politique de gauche »

Intervenants pressentis : quelqu'un de Solidaires / Patrick Le Hyaric (PCF) / Claude Nicolet (MRC) / Denis Thomas (FSU) / Marc Dolez (FdG) / Marie-Noëlle Lienemann (PS) / Christophe Delcourt (CGT) / Jean-Claude Chailley (RESO).

Matinée : Comment impliquer les forces sociales dans la conquête et la gestion du pouvoir ?

Après-midi : Quel socle politique majoritaire pour l'ensemble de la Gauche ?

→ Acte II : samedi 7 février à PARIS

(Mairie du 2^{ème} arrondissement – 8 rue de la Banque, 75002 Paris – M° Bourse)

« Construire l'unité de la Gauche : comment transformer notre volonté en réalité ? »

Intervenants pressentis : François Coq (PG) / Annick Coupé (Solidaires) / Patrick Picard (CGT) / Gérard Filoche (PS) / Pierre Laurent (PCF) / Fanélie Carey-Conte (PS) / Jacques Boutault (Les Verts) / Christophe Delcourt (CGT) / Denis Turbet-Deloff (Solidaires).

Matinée : Comment faire renouer la Gauche avec les salariés –et les salariés avec la Gauche ?

Après-midi : Comment faire discuter ensemble les forces du Progrès social ?

Nous proposerons à nos amis de la Convergence des Services Publics d'organiser le déjeuner-débat autour du thème : « Pourquoi et comment remettre les SP au cœur d'un projet de société ? » dans le but de faire connaître le futur rassemblement de Guéret.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication
de RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice
de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)